

Le patron des travaillistes s'invite dans la négociation

■ Le chef du parti travailliste britannique offre une autre option à l'Europe que la renégociation du backstop proposée par Theresa May.

■ L'UE refuse toujours de modifier l'accord de Brexit mais convient de nouvelles "discussions".

Tristan de Bourbon
Correspondant à Londres

Jeremy Corbyn s'est invité à la table des négociations entre Theresa May, Jean-Claude Juncker et Donald Tusk. Quelques heures avant que ne se rencontrent le président de la Commission européenne et la Première ministre britannique, le chef du parti travailliste a publié jeudi matin une lettre ouverte adressée à cette dernière. Il y rappelle que le "Labour affirme depuis longtemps que le gouvernement doit changer ses lignes rouges de négociation et chercher à obtenir des changements significatifs à la déclaration politique pour obtenir de la clarté sur notre relation future et obtenir une relation économique bien plus rapprochée avec l'Union européenne". Il estime en effet que "chercher uniquement des modifications des termes du backstop n'est pas une réponse crédible ou suffisante à l'étendue de votre défaite le mois dernier au Parlement ou au besoin d'un accord qui rassemble le pays et protège les emplois".

Une "solution" en cinq points

Jeremy Corbyn met alors en avant cinq principes, selon lui déterminants, pour rassembler la majorité des députés de la Chambre des communes derrière un accord avec l'UE: le maintien dans une "union douanière large et permanente", "un alignement proche avec le marché unique" avec des institutions et des obligations communes, "un alignement évolutif sur les droits et protections" en matière de droits du travail,

"un clair engagement pour des participations dans les agences et les programmes de finance-

La Lettonie prépare déjà un "Brexit dur"

Le Parlement de Riga a décidé jeudi d'accorder aux Britanniques résidant en Lettonie des conditions "favorables" en cas de Brexit "dur" et appelé le Royaume-Uni à faire de même pour les Lettons sur son sol.

D'après l'Office central des statistiques à Riga, près de 800 citoyens britanniques sont des résidents permanents en Lettonie, un pays membre de la zone euro et de l'Otan de 1,9 million d'habitants. Quelque 71 000 Lettons habitent et travaillent en Grande-Bretagne, surtout à Londres et dans les Midlands.

ment européens" et "des accords sans ambiguïté sur les détails des futurs arrangements en matière de sécurité".

Le dirigeant travailliste ne réclame pas de modification de l'accord de sortie, seulement celui de la déclaration politique. Il précise en effet que ses propositions "permettraient qu'un backstop ait moins de chance d'être appliqué", ce qui signifie qu'il n'envisage pas son retrait de l'accord.

Jeremy Corbyn n'a pas seulement rédigé cette lettre à l'intention de Theresa May. Il s'adressait également aux interlocuteurs européens de la Première ministre. Sa proposition lui permet en effet de casser le discours de son adversaire conservatrice, qui clame depuis de nombreuses semaines que le seul moyen d'obtenir un accord entre l'UE et le Royaume-Uni est d'améliorer l'accord déjà existant. Donald Tusk et Jean-Claude Juncker le savent désormais: une autre issue est possible, celle d'une alliance entre les conservateurs modérés et les travaillistes modérés. Guy Verhofstadt n'a pas dit autre chose lors de sa conférence de presse organisée à la suite de sa rencontre avec la responsable britannique: "Nous ne pouvons avoir un accord qui reposerait sur une majorité de six, sept, huit ou neuf votes à la Chambre des communes. Une coopération entre partis est la voie à suivre et je peux dire

que nous nous félicitons de la lettre écrite par Jeremy Corbyn à M^{me} May proposant une telle issue inter-partis. Il est important que cela mène à une position qui obtienne la majorité la plus large au Royaume-Uni pour que nous puissions conclure cette négociation."

La publication impromptue de cette lettre a évidemment provoqué la fureur des partisans d'un second référendum, qui seraient écartés de la table des discussions, comme les Brexiteurs radicaux favorables à un No Deal. "Ce n'est pas de l'opposition, c'est la facilitation d'un accord qui rendra ce pays plus pauvre", s'est exclamé le député travailliste Chuka Umunna, opposant de toujours à Jeremy Corbyn. "C'est totalement

démoralisant.”

Une majorité est possible

Malgré leur forte présence médiatique, seuls 71 des 262 députés travaillistes soutiennent un second référendum. Ils ne pourraient donc pas bloquer un accord entre leur parti et les Tories. Idem pour les Brexiters radicaux, tout aussi peu nombreux malgré la place démesurée qu'ils ont prise depuis le début des négociations.

À la différence près que Theresa May pourrait bien revenir vers ceux-ci et leur signifier que s'ils ne soutiennent pas son accord, elle acceptera l'offre de Jeremy Corbyn d'un Brexit plus doux.

En attendant, la dirigeante conservatrice revient les mains vides de son escapade bruxelloise. Son seul butin: la promesse d'une rencontre avant la fin février avec ses interlocuteurs européens. Alors qu'elle doit présenter mercredi 13 février son plan aux députés de la Chambre des communes, elle aura peu de choses à faire valoir.

L'Union regarde May tourner en rond

The EU27 will not reopen the Withdrawal Agreement” (Les Vingt-sept ne renégocieront pas l'accord de retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne). La phrase est bien en anglais, elle a été répétée maintes fois par les Européens, mais les Britanniques ne semblent pas (vouloir) l'entendre. Jeudi, alors que la veille l'UE précisait de nouveau que l'accord de Brexit n'était pas renégociable, la Première ministre britannique Theresa May est arrivée à Bruxelles avec une seule demande: apporter des modifications légales à l'accord de Brexit. À quoi le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, a répondu: “The EU27 will not reopen the Withdrawal Agreement.” La déclaration commune publiée à l'issue de cette rencontre ne pouvait donc que se limiter à décrire cet échange “robuste” au goût amer de déjà-vu.

“Elle savait que ce serait ‘non’, elle l’a demandé quand même. C’est ça qui était vraiment consternant”, s’étonne un insider. “On en est au point où une partie dit une chose et l’autre dit l’opposé. Ce n’était donc pas une rencontre amicale et heureuse”, enchérit une autre source européenne.

Et maintenant? Le calendrier des rencontres est déjà fixé. M^{me} May et M. Juncker ont convenu de se revoir avant fin février. Entre-temps, dès lundi, le Monsieur Brexit de

**“Toujours pas de percée en vue.
Les discussions se poursuivent.”**

Donald Tusk

Le président du Conseil européen a publié un bref tweet à l'issue de sa rencontre avec Theresa May.

L'UE, Michel Barnier, rencontrera celui du Royaume-Uni, Steve Barclay.

Quelle sera la suite des négociations?

Pour négocier quoi? Là, la confusion règne. Même après la réunion avec M. Juncker et après celle avec le président du Conseil européen, Donald Tusk, Theresa May a déclaré qu'elle continuait à essayer de modifier le backstop. Ce filet de sécurité est prévu dans l'accord de retrait pour éviter une frontière physique entre l'Irlande et l'Irlande du Nord au lendemain du Brexit, en gardant l'ensemble du Royaume-Uni dans une union douanière avec l'UE le temps de trouver une autre solution. Poussée dans le dos par les Brexiters, qui ne veulent pas risquer de devoir respecter indéfiniment les règles douanières européennes, Theresa May insiste sur trois autres options: utiliser des solutions technologiques pour éviter une frontière physique – encore faut-il savoir lesquelles –, limiter le backstop dans le temps ou prévoir la possibilité pour Londres d'y mettre fin unilatéralement. Des propositions balayées par l'UE, puisqu'elles ne garantissent pas l'évitement d'une frontière physique irlandaise.

Deux sources européennes voulaient croire que la piste qui sera suivie ce lundi pour sortir de l'impasse sera celle proposée par l'UE. À savoir ajouter, dans la déclaration politique sur les futures relations entre les Vingt-sept et Londres, des assurances sur la détermination des Européens de trouver une alternative au backstop, avant la fin de la période de transition, fin 2020. Mais en réalité, “Michel Barnier n’a pas de mandat précis de négociation”, avait un autre diplomate européen, la suite dépendant de l'incertain jeu politique britannique. Quand bien même M^{me} May viendrait à explorer cette option, cela reste toujours une inconnue: “Cela permettra-t-il de faire adopter l'accord de Brexit au Parlement britannique?”, s'interroge une source européenne, expliquant que l'Union attend toujours une proposition britannique réaliste qui ait la garantie d'être soutenue par une majorité des députés de Westminster. “Or ça, on ne l’a toujours pas entendu.”

Maria Udrescu